

STREGO AUDIT - Cholet
6 rue de Montréal
Parc du Carteron
BP 20307
49303 Cholet Cedex
T : 02 41 75 62 62
strego.cholet@bakertillystrego.com
www.bakertillystrego.com

CENTRE SOCIO CULTUREL INTERCOMMUNAL CHLORO FIL

Association
Siège social : 40 bis rue de la Libération
49340 NUAILLE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 Décembre 2020

CENTRE SOCIO CULTUREL INTERCOMMUNAL CHLORO FIL

Association
Siège social : 40 bis rue de la Libération
49340 NUAILLE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 Décembre 2020

A l'Assemblée Générale de l'association CENTRE SOCIO CULTUREL INTERCOMMUNAL CHLORO FIL,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association CENTRE SOCIO CULTUREL INTERCOMMUNAL CHLORO FIL relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er Janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note IV de l'annexe aux comptes annuels qui expose les changements de méthodes comptables concernant le premier exercice d'application du règlement ANC n°2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises et Associations, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et Associations et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne la rédaction de l'annexe aux comptes annuels.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier établi par le Conseil d'Administration et dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à CHOLET, le 19 Avril 2021

Le Commissaire aux comptes
STREGO AUDIT

A handwritten signature in blue ink, appearing to read "C. BIGOT", with a horizontal line drawn underneath.

Christophe BIGOT
Associé

COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31/12/2020

BILAN ACTIF AU 31/12/2020

ACTIF	Exercice N (selon ANC 2018-06)			Exercice N-1 (selon CRC 1999-01)
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	7 200,00	4 911,78	2 288,22	4 688,22
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	7 200,00	4 911,78	2 288,22	4 688,22
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	31 172,01	16 348,78	14 823,23	17 145,15
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Immobilisations corporelles en cours	31 172,01	16 348,78	14 823,23	17 145,15
Avances et acomptes				
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres				
Total I	38 372,01	21 260,56	17 111,45	21 833,37
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	3 981,39		3 981,39	4 967,50
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	38 652,24		38 652,24	45 984,31
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	286 185,08		286 185,08	257 481,47
Charges constatées d'avance	209,02		209,02	169,28
Total II	329 027,73	-	329 027,73	308 602,56
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	367 399,74	21 260,56	346 139,18	330 435,93

BILAN PASSIF AU 31/12/2020

PASSIF	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon CRC 1999-01)
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise	4 800,00	4 800,00
dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissement affectés à des biens renouvelables...		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation (sur biens sans droit de reprise)		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Autres fonds associatifs (partie 1/2)		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Apports		
Legs et donations		
Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
Ecart de réévaluation (sur biens avec droit de reprise)		
Ecart de réévaluation		
Réserves		232 226,91
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	246 289,25	
Autres		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	12 197,62	14 062,34
Situation nette (sous total)		
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	1 440,00	
Provisions réglementées		
Autres fonds associatifs (partie 2/2)		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires - (Commodat)		
Total I	264 726,87	251 089,25
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	12 712,41	
Total III	12 712,41	-
Fonds dédiés		
- sur subventions de fonctionnement		
- sur autres ressources		
Total III bis	-	-
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	14 090,54	14 019,62
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	41 569,03	46 899,08
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	13 040,33	18 427,98
Total IV	68 699,90	79 346,68
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)	346 139,18	330 435,93

COMPTE DE RESULTAT exercice du 01/01/2020 au 31/12/2020

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon CRC 1999-01)
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	119 970,48	32 845,44
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	215 024,87	
Subventions		327 449,86
Produits liés à des financements réglementaires		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	8 796,75	27 446,31
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits		
Cotisations	1 958,00	2 226,00
Dons manuels		
Mécénats		
Legs et donations		
Contributions financières reçues		
Versement des fondateurs		
Quote-part de dotations consommables virées au compte de résultat		
Autres produits	13,38	43,96
Total I	345 763,48	390 011,57
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	65 663,98	106 899,17
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	6 036,06	4 492,36
Salaires et traitements	185 741,55	205 000,63
Charges sociales	55 876,82	56 348,10
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	7 305,43	5 122,16
Dotations aux provisions	12 712,41	
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	65,46	80,02
Aides financières		
Autres charges		
Total II	332 901,09	377 942,44
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	12 862,39	12 069,13

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon CRC 1999-01)
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	596,91	1 060,64
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	596,91	1 060,64
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	-	-
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	596,91	1 060,64
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	13 459,30	13 129,77
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	817,84	
Sur opérations en capital	2 144,66	932,57
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	2 962,50	932,57
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	4 224,18	
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	4 224,18	-
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	- 1 261,68	932,57
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	349 322,89	392 004,78
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	337 125,27	377 942,44
SOLDE INTERMEDIAIRE		
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
- Engagements à réaliser sur ressources affectées		
EXCEDENT OU DEFICIT	12 197,62	14 062,34

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	2 659,66	4 924,32
Bénévolat	6 330,57	13 410,14
TOTAL	8 990,23	18 334,46
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature	2 659,66	4 924,32
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole	6 330,57	13 410,14
TOTAL	8 990,23	18 334,46



ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS du 31/12/2020

I - PRESENTATION DE L'ENTITE

Le Centre Socioculturel Intercommunal Chloro'fil est une association loi 1901 d'éducation populaire.

Le Centre Socioculturel Intercommunal Chloro'fil est une équipe de professionnels et de bénévoles, qui par ses missions, favorise les liens sociaux sur le territoire intercommunal réunissant Chanteloup-les-Bois, La Tessoualle, Mazières-en-Mauges, Nuaillé, Toutlemonde, Trémentines, Vezins.

Le C.S.I. Chloro'fil est un acteur participant à l'animation du développement local au service de l'intercommunalité. A ce titre, il contribue à l'attractivité territoriale.

Les missions :

- accueillir et aller vers tous les habitants, de la petite enfance aux seniors :
- dans des contextes collectifs favorisant les liens sociaux, les liens intergénérationnels et la mixité;
- dans des contextes individuels favorisant l'écoute, l'orientation, et le soutien.
- organiser avec les habitants des sept communes, des espaces d'animation sociale, éducative, culturelle, familiale, ouverts à tous, répondant à leurs préoccupations, besoins et envies.
- accompagner les initiatives sociales, économiques, sportives, culturelles, environnementales de collectifs d'habitants.

L'association a pour objet la gestion du centre Socioculturel Chloro'fil, situé au 40 bis rue de la libération à Nuaillé (49340)

Pour atteindre ces objectifs sociaux, l'association met à disposition tous les moyens humains et matériels

II - INTRODUCTION

A la date du 16 mars 2020, le gouvernement Français a édicté des dispositions strictes relatives à l'épidémie de Covid-19. La volonté première de la direction de l'établissement a été de préserver la santé des collaborateurs et des adhérents. Des mesures ont été prises en ce sens et évoluent encore aujourd'hui avec la situation sanitaire.

Cette situation nous a mis tous (équipe de bénévoles et de salariés, partenaires, habitants...) dans une situation d'incertitude et a impacté fortement, tout au long de l'année, la proposition et la mise en place d'activités du Centre Socioculturel Intercommunal. Pour pouvoir continuer de travailler pour et avec la population, il a fallu inventer, proposer de nouveaux modes d'intervention sociale tendant à la relation plus individuelle et impliquant l'usage d'outils numériques.

III - REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2020 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'ANC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.



IV - CHANGEMENTS COMPTABLES

L'entité est désormais soumise à l'application du règlement 2018-06,
L'article 611-1 de ce règlement précise les modalités de mise en œuvre du changement de règlement qui constitue un changement de méthode comptable.

COMPARABILITE DES COMPTES :

Les prestations CAF précédemment comptabilisées en compte 74 (Subvention d'exploitation) ont fait l'objet d'un reclassement en compte 706 (Prestation de services) pour 104 353€ au titre de l'exercice 2020 afin d'apporter une meilleure lecture sur les comptes

Au 31/12/19, les prestations CAF apparentées à l'association CSI CHLOROFIL étaient positionnés en Subvention d'exploitation au compte de résultat Ceux-ci représentaient 111 833 euros, A compter du 01/01/2020, ces prestations figurent en compte de prestation de services, Au 31/12/2020 ils représentent 104 353€

V - NOTES SUR ACTIF ET PASSIF

1 - Etats des immobilisations

Les variations de l'actif immobilisé s'analyse comme suit :

	Valeur brute début exercice	Acquisition	Cession ou mise en rebut	Valeur brute fin exercice
Logiciels	7 200,00 €			7 200,00 €
Matériel Activité	0,00 €			0,00 €
Installations générales agencements	0,00 €			0,00 €
Matériel de transport	27 990,00 €			27 990,00 €
Matériel de bureau et informatique	598,50 €	2 583,51 €		3 182,01 €
Mobilier	0,00 €			0,00 €
TOTAL	35 788,50 €	2 583,51 €	0,00 €	38 372,01 €

La base amortissable est la valeur d'entrée énoncée ci-dessus sans déduction d'une valeur résiduelle. Celle-ci pour l'ensemble des matériels, outillages, et matériels roulants, n'est pas apparue significative et mesurable, au terme de leur durée d'utilisation

les durées d'amortissements :

Logiciels : 3 ans
Matériel de transport : 5 ans
Matériel de bureau et informatique : 3 ans

2 - Etats des amortissements

Les amortissements ont été calculés selon le mode linéaire et se décomposent de la façon suivante

	Amortissement début exercice	Dotation de l'exercice	Sortie de l'exercice	Amortissement fin exercice
Logiciels	2 511,78 €	2 400,00 €		4 911,78 €
Matériel Activité (sur 3 ans)	0,00 €			0,00 €
Installations générales agencements (5 ans)	0,00 €			0,00 €
Matériel de transport (5 ans)	11 064,03 €	4 256,63 €		15 320,66 €
Matériel de bureau et informatique (3 ans)	379,32 €	648,80 €		1 028,12 €
Mobilier (8 ou 10 ans)	0,00 €			0,00 €
TOTAL	13 955,13 €	7 305,43 €	0,00 €	21 260,56 €



3 - Etats des créances

	Montant Brut		Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Créances Usagers - Collectif 411 Créances adhérents et CS	3 981,39 €	3 981,39 €	3 981,39 €	0,00 €
Autres créances		38 652,24 €	38 652,24 €	0,00 €
PS CAF	30 725,99 €			
PSO MSA, CARSAT, CAF proj cinéma	926,25 €			
Chèques Caution (non encaissés)	2 750,00 €			
Produits divers à recevoir	4 250,00 €			
Charges Constatées d'avance	209,02 €	209,02 €	209,02 €	0,00 €
TOTAL	42 842,65 €	42 842,65 €	42 842,65 €	0,00 €

4 - Etat des produits à recevoir

	Montant
Produit à recevoir	
UNIFORMATION - Bilan compétence LC	1 500,00 €
UNIFORMATION - Audit Alternance	2 750,00 €
TOTAL	4 250,00 €

5 - Tableau de Variations des fonds propres

	début d'exercice	Affectation Résultat 2019	Mouvement	Fin exercice 2019
fonds asso	4 800,00 €			4 800,00 €
réserve de trésorerie	232 226,91 €	14 062,34 €		246 289,25 €
réserve projet				0,00 €
Report à nouveau				0,00 €
Subvention d'équipement (compte 131)	- €			0,00 €
Subvention d'équipement (compte 139)	- €			0,00 €
Résultat	14 062,34 €	- 14 062,34 €	12 197,62 €	12 197,62 €
TOTAL	251 089,25 €	0,00 €	12 197,62 €	263 286,87 €



6 - Etats des provisions

	Provision en début exercice	Provision de l'exercice	Reprise de l'exercice	Amortissement fin exercice
Provision Retraite	0,00 €	12 712,41 €		12 712,41 €
Provision Indemnité de Précarité	0,00 €			0,00 €
TOTAL	0,00 €			12 712,41 €

Les engagements sont comptabilisés sous forme de provisions.

Les engagements de l'entreprise en matière d'indemnités de mise à la retraite ont été évalués au 31/12/2020 suivant la méthode rétrospective des unités de crédits projetées.

Cette méthode correspondant à la notion de dette actuarielle consiste à :

- ° Evaluer les flux futurs probables en se basant sur les hypothèses d'évolution des rémunérations, des droits au moment du départ à la retraite et les probabilités de présence dans l'entreprise.
- ° Actualiser ces flux à la date d'évaluation afin d'obtenir la valeur actuelle probable des flux futurs (VAP).
- ° Proratiser la valeur actuelle probable des flux futurs afin d'obtenir la dette actuarielle (valeur actualisée de l'obligation).
- ° Le calcul est effectué salarié par salarié. L'engagement total de l'association correspond à la somme des engagements individuels.
- ° L'évaluation des engagements, à la clôture de l'exercice, tient compte des paramètres suivants :
 - * Départ volontaire à 60-62 ans pour les cadres et pour les non cadres
 - * Taux de charges égal à 40 % dans le cadre d'un départ volontaire
 - * Evolution des salaires (nette d'inflation) : 0.50 %
 - * Taux d'actualisation : 0,34% %
 - * Table de mortalité : hommes/femmes
 - * Convention collective appliquée (code NAF) : 8899B

7 - Etats des dettes

	Montant Brut		Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Dettes Fournisseurs et cptes rattachés		14 090,54 €	14 090,54 €	0,00 €
Dettes Fournisseurs - Collectif 401	9 105,54 €			
Fournisseurs factures non parvenues	4 985,00 €			
Dettes fiscales et sociales		41 569,03 €	41 569,03 €	0,00 €
Dettes prov. Congés à payer	15 983,72 €			
Charges sociales sur congés à payer	5 020,09 €			
Dettes sociales (URSSAF, RETRAITE...)	12 569,71 €			
Subvention à restituer CF Accès aux droits	6 909,20 €			
PSO CAF à restituer CAF	1 086,31 €			
Produit Constaté d'avance	13 040,33 €	13 040,33 €	13 040,33 €	0,00 €
TOTAL	68 699,90 €	68 699,90 €	68 699,90 €	0,00 €

8 - Etats des charges à payer

	Montant
Provision Congés Payés	15 983,72 €
Charges sur provision Congés Payés	5 020,09 €
Fournisseurs factures non parvenues	4 985,00 €
Charges à payer	- €
TOTAL	25 988,81 €



VI - TABLEAU DES EFFECTIFS

	ANNEE 2018	ANNEE 2019	ANNEE 2020
Cadre	1	1	1
Employés permanents	8	9	12
Vacataires et intervenants techniques	4	5	2
EFFECTIF (nombre de salariés)	13	15	15

	ANNEE 2017	ANNEE 2018	ANNEE 2019
Cadre	1	1	1
Employés permanents	5,53	5,27	5,5
Vacataires et intervenants techniques	0,17	0,35	0,2
EFFECTIF EN EQUIVALENT TEMPS PLEIN	6,70	6,62	6,70

VII - Valorisation des CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

La valorisation du bénévolat a été effectuée en fonction du SMIC en vigueur majorée de 40 % de charges sociales.

	ANNEE 2019		ANNEE 2020	
Secteur Jeunesse	72,5 H	685 €	32 H	448 €
Secteur Enfance Famille Adulte	874,5 H	10 775 €	414 H	5 883 €
Secteur petit enfance	8 H	2 075 €	0 H	0 €
VALORISATION DU BENEVOLAT	955 H	13 535 €	446 H	6 331 €

La valorisation des prestations en nature correspond aux avantages en nature fournis par l'Adc et se répartissent de la façon suivante :

	ANNEE 2019	ANNEE 2020
Mise à disposition de locaux	2 335,97 €	2 335,97 €
Intervention des Services Communautaires		
Atelier d'impression	2 588,33 €	323,69 €
VALORISATION DU BENEVOLAT	4 924,30 €	2 659,66 €

VIII - REMUNERATIONS ALLOUEES AUX DIRIGEANTS

Conformément aux dispositions de l'Art. 20 de la loi 2006-586 du 23 mai 2006, nous devons vous informer du montant des rémunérations des dirigeants.

Cependant, cette direction étant restreinte, cela reviendrait à communiquer une rémunération individuelle.

Le montant global concernant les 3 plus fortes rémunérations s'élève à 95 371 €

